

EUROPA ■ Le colloque organisé par l'ONG réunit aujourd'hui à Limoges les spécialistes européens

Quelle politique de l'énergie demain ?

Olivier Chaperon
@ochaperon

Rendez-vous incontournable dans l'agenda limougeaud, le colloque Europa va donner la parole aux plus grands spécialistes de

l'énergie et des politiques publiques liées à celle-ci en Europe.

L'occasion de poser les problématiques d'une énergie « durable, décentralisée et équitable ». L'occasion surtout, et c'est l'un des moteurs de l'ONG Europa,

de « formuler des propositions concrètes et notamment des outils de pilotage entre politiques publiques et acteurs privés », comme le souhaitent Michel Senimon, délégué général et Christophe Bonnotte, secré-

taire général de l'ONG Europa.

Pauline Raux-Defossez, analyste en politique énergétique pour l'Institut européen de recherche pour l'énergie (Eifer) à Karlsruhe (Allemagne) et Michel Derdevet, maître de conférence à

l'Institut d'études politiques de Paris, professeur au collège d'Europe de Bruges et membre du Directoire et secrétaire général d'Enedis sont partagés sur une politique commune européenne à court terme. ■

■ PAULINE RAUX-DEFOSSEZ

« Le gros problème est de convaincre les Etats d'adopter une stratégie sur le long terme »

■ **Comment est perçu l'objectif global émis par l'Europe en terme d'énergie en Allemagne alors que l'on sait que les moyens pour réduire les émissions de CO2 sont différents dans chaque pays ?** L'Europe a émis des directives mais chaque état membre est libre de mettre en place ses propres moyens pour atteindre ces objectifs, en fonction de son mix énergétique, de ses contraintes nationales. La France et l'Allemagne n'ont pas fixé les mêmes objectifs. Mais à la fin, il est nécessaire que tous se retrouvent et atteignent les objectifs de 2020. Si on regarde à l'échelle européenne, nous sommes globalement sur la bonne tendance. En revanche, si on prend état par état, il y a de grandes disparités.

■ **Peut-on imaginer arriver à une union de l'énergie, comme le souhaite l'Euro-**

pe dans ces conditions ? Je pense que ce sera difficile tant que les différents pays poursuivront leurs objectifs propres. La taxe carbone est un des désaccords. Avec le poids de la houille dans la production électrique, on comprend bien que le gouvernement allemand n'a pas beaucoup d'intérêt à accepter la taxe alors que la France pousse en ce sens. En Allemagne, la transition énergétique repose sur deux piliers : le développement des énergies renouvelables et la promotion de l'efficacité énergétique. Sur le renouvelable, on arrive à des taux qui concordent avec les objectifs pour ce qui est de la production d'électricité. Mais pour ce qui est de l'efficacité, un retard a été pris, notamment sur la rénovation des bâtiments résidentiels.

■ **La précarité énergétique**

n'est donc qu'un problème franco-français ? Il n'y a pas vraiment de mot pour caractériser ce problème en Allemagne. On va parler de rénovation, des coûts que cela représente. On dit aussi que rendre l'énergie et l'électricité abordable pour les citoyens et un objectif du gouvernement mais cela s'arrête là.

■ **L'électricité coûte deux fois plus cher en moyenne en Allemagne qu'en France, cela veut dire que l'on n'a pas cette même obsession du prix bas outre-Rhin ?** Ce prix haut devrait favoriser des mesures d'efficacité énergétique, même si l'énergie la plus verte est celle qui n'est pas consommée, comme l'a martelé le gouvernement. L'Allemagne mise sur l'électrification des usages chaleur et transport avec de l'électricité à partir de renouvelable mais au regard du prix se pose la question de l'intérêt économique de promouvoir ce genre de mesure. L'objectif est d'atteindre 1 million de véhicules électriques en 2020 or, on en compte aujourd'hui 34.000. On ne pourra pas combler une telle différence en deux ans.

■ **Au regard de la position des États-Unis, l'Europe peut-elle prendre un leadership mondial incontesté sans solution énergétique commune ?** Dire que l'on va fermer une centrale à charbon, cela ne passe ni en Pologne ni en Allemagne, en période électorale... Le gros problème est donc de convaincre les états d'adopter une stratégie sur le long terme et pas simplement de court terme. ■

■ MICHEL DERDEVET

« L'union de l'énergie a un sens si on résonne en terme d'infrastructures et de réseaux »

■ **Pensez-vous envisageable une union de l'énergie à l'échelle européenne au regard des intérêts particuliers de chacun des Etats ?** Oui, il existe des intérêts particuliers. Oui, il y a des visions différentes de la politique énergétique selon les pays mais si le choix des énergies primaires dépend des états, il doit y avoir coordination sur la sécurité d'approvisionnement, la solidarité et donc les réseaux. C'est le socle même du continent européen qui est interconnecté. L'union de l'énergie a un sens mais si on résonne en terme d'infrastructures et de réseaux.

■ **Les états n'ont donc pas à craindre une perte de leur indépendance énergétique...** Non. Ce qu'il faut observer c'est l'indépendance énergétique de l'Europe, pas des états. L'Europe importe plus de la moitié de son énergie, gaz, pétrole, charbon, de pays extra-européens. Nous devons nous désintoxiquer des énergies fossiles que nous achetons hors d'Europe et qui représentent environ 1 milliard d'euros de dépense par jour. Il faut basculer vers des énergies décarbonnées : photovoltaïque, hydrolique, éolien et nucléaire, là où, pour ce dernier, le public est d'accord. On ne peut pas sortir du nucléaire et du gaz-charbon en même temps. Si on résonne par rapport au CO2, la France produit 97 % d'énergie décarbonnée. Elle a un atout que non pas les Polonais, par exemple, qui sont très charbon et le resteront. Cela nous oblige à penser la politique énergétique

autrement. Il faut trouver la zone de collaboration possible avec ces pays.

■ **Sauf que si les réseaux sont le point de convergence, il va falloir lourdement investir dans ceux-ci...** Quand on pense réseaux, il ne faut pas penser qu'interconnexions mais aussi réseaux de proximité et de distribution, basse et moyenne tension, qui accueillent les énergies renouvelables. Cela passe par des compteurs intelligents, des plateformes permettant au citoyen d'être « consommateurs ».

■ **Avec cette notion que le citoyen devient producteur...** Oui, mais le circuit fermé n'existe pas. Vous n'aurez jamais un village, un canton qui sera autarcique. Le réseau est là pour fournir le secours et la sécurité le jour où la production sera insuffisante. Si on encourage de

manière désordonnée l'autoconsommation, sans envisager le coût du secours par le réseau général, on aura un système paradoxal. L'Europe doit investir massivement de l'ordre de 600 milliards d'euros dans les dix ans, 200 sur les grandes autoroutes de l'électricité et du gaz et 400 sur la distribution. Cela encourage à travailler au niveau européen. Le sens de l'histoire passe par de grands chantiers industriels et une mutualisation sur des sujets comme les réseaux intelligents, le stockage, le courant continu. La compétition mondiale passe par une mutualisation des chantiers au niveau européen. ■

(*) Michel Derdevet vient de publier avec Alain Beltran et Fabien Roques, *Energie, Pour des réseaux électriques solidaires*. Collection « Interface économie », aux éditions Descartes et Cie. 238 pages, 18 €. ■



PARCOURS. Pauline Raux-Defossez est en charge de l'analyse des politiques énergétiques pour EIFER en Allemagne.



PARCOURS. En 2015, Michel Derdevet a rédigé le rapport «Énergies, l'Europe en réseau» remis à F. Hollande. DR G. MURAT